

Résolution de l'Assemblée Générale du SNUDI FO de Seine Maritime 28 janvier 2025



Au niveau international, la question de la guerre est préoccupante. D'abord, le cessez-le-feu à Gaza appelle à la plus grande prudence : si le génocide est en pause, les puissances occidentales continuent bel et bien d'armer Israël et Netanyahu ne semble pas être inquieté par le mandat d'arrêt international qui le poursuit. C'est pourquoi, **nous appelons toujours à soutenir les mobilisations pour le cessez-le feu définitif, l'arrêt des livraisons d'armes à Israël, le retour de tous les otages, la fin de la colonisation de la Palestine.**

Ensuite, en Ukraine, la multiplication des mobilisations forcées conduit de nombreuses voix à s'élever pour un accord de paix. Cette guerre n'est pas celle des peuples dont les vies sont sacrifiées comme chair à canon. Notre syndicat est pour la paix, **nous soutenons toutes les voix russes et ukrainiennes qui se font de plus en plus nombreuses pour en finir avec cette guerre qui n'est pas celle des ouvriers mais des puissants.**

Enfin, au Moyen Orient, la situation est extrêmement inquiétante avec les tensions au Liban, en Syrie et qui s'étendent dans toute la région. **Nous refusons l'escalade guerrière et aspirons à des vœux de paix partout dans le monde.**

C'est dans ce contexte international, qu'en France, Macron poursuit sa marche à la guerre : lancement de la première ligne de poudre sur le territoire, maintien du SNU malgré l'absence de financement, augmentation des dépenses militaires dans le cadre de la loi de programmation militaire...



La nomination de Bayrou en tant que premier ministre, n'augure aucun changement de cap puisque le budget précédemment censuré est remis au goût du jour, avec toujours plus d'austérité, amplifiant les coupes budgétaires à 50 milliards d'économies (au lieu des 40 milliards dans le budget Barnier). Dans la fonction publique, cela va se traduire par le maintien du gel du point d'indice, le passage à 90 % de la rémunération des arrêts maladie (1 milliard d'économies), l'hypothétique mise en place d'une nouvelle journée de « solidarité », en réalité de travail gratuit.



Nous ne l'acceptons pas et revendiquons :

- **Revalorisation de la valeur du point d'indice à hauteur de l'inflation : 10 % tout de suite sans contrepartie,**
- **Rattrapage des pertes subies depuis 2000 (31,5%)**
- **Abandon de la baisse à 90% du traitement en cas d'arrêt maladie et suppression de la journée de carence**

Dans le même registre, la nomination d'Elisabeth Borne à l'Education Nationale résonne comme une véritable provocation. La ministre qui a imposé par la force et les 49-3 sa réforme des retraites dont nous exigeons l'abrogation, avec la très grande majorité des salariés, n'a pas dit un mot sur les revendications des personnels et les réformes contestées : choc des savoirs, Parcoursup, réforme de la voix pro, territorialisation de l'école, acte 2 de l'inclusion scolaire ...

La Ministre Borne déclare également vouloir réduire les vacances scolaires. **Nous le refusons et revendiquons la semaine des 4 jours à 24h sur 36 semaines.**

C'est dans cette même veine que Bayrou et Borne cherchent à nous enfumer sur les suppressions de postes. Après avoir annoncé 3155 suppressions de postes dans le premier degré sous Barnier, le gouvernement et ses alliés voudraient qu'on se félicite des 470 suppressions de postes dans les écoles (dont 22 pour la Normandie et 5 pour la seine Maritime) alors que nous manquons de postes partout : classes chargées, remplaçants, enseignants spécialisés en milieu ordinaire comme dans les établissements spécialisés, psyEn, AESH ...



Nous ne l'acceptons pas et revendiquons :

- **Annulation de toutes les suppressions de postes,**
- **Création de tous les postes statutaires nécessaires ;**
- **Mise en place immédiate d'un plan de titularisation pour tous les contractuels qui le souhaitent ;**
- **Abaissement des effectifs par classe ;**
- **Fonds publics à l'école publique, fonds privés à l'école privée ;**
- **Abandon de toute départementalisation des moyens de remplacement.**

La ministre Borne annonce la création de 2 000 postes d'AESH, qui était déjà prévue par le gouvernement Barnier. Mais le refus de leur accorder un vrai statut, avec un vrai salaire, est un obstacle à leur recrutement. Les affectations des AESH sur plusieurs établissements avec une prise



en charge de plus d'élèves avec moins d'heures par élève se multiplient. C'est du saupoudrage et du mépris pour les élèves, les familles, les enseignants et les AESH. D'autre part, alors que 24 000 élèves notifiés sont en attente de place dans les ESMS, la fermeture des établissements médicaux sociaux décidée par le gouvernement, induit une inclusion systématique et forcée qui

conduit à des situations dramatiques. Nous invitons tous les personnels à continuer de signer la pétition interfédérale FO "Pour une scolarisation adaptée aux besoins de chaque élève" ainsi que la pétition départementale « les manquements de la MDPH nuisent aux enfants en situation de Handicap ».

Nous ne l'acceptons pas et revendiquons :

- **Abandon de l'acte 2 de l'école inclusive, des PIAL et des PAS (les Pôles d'appui à la scolarité) ;**
- **Prescriptions de la MDPH à hauteur des besoins et non en fonction des places disponibles ;**
- **Plan massif de recrutements de tous les personnels nécessaires (enseignants, PSY-EN, assistantes sociales, infirmières...) pour une vraie prise en charge de tous les élèves ;**
- **Création de toutes les postes et places nécessaires dans les ESMS ;**
- **Un statut de fonctionnaire, un vrai salaire, un temps plein pour 24h.**

En réalité, le gouvernement Macron-Bayrou-Borne est instauré pour ne surtout pas défaire ce qui a été fait, pourtant triplement désavoué dans les urnes. Ce gouvernement est donc tout aussi illégitime que le précédent. **Dans cette situation, l'Assemblée générale du SNUDI FO 76 affirme que le rôle des organisations syndicales est de défendre l'intérêt des travailleurs, en toute indépendance.**



De fait, l'Assemblée Générale désapprouve la lettre ouverte des OS et des organisations patronales du 17 décembre, appelant à la stabilité, qui est d'ailleurs brandie comme une arme politique par Bayrou dans la presse et devant l'AN. **L'Assemblée Générale du SNUDI FO 76 refuse d'être un point d'appui pour ce gouvernement dont nous avons rappelé l'illégitimité.**

De plus, la participation de FO au conclave de Bayrou nous interpelle puisque nous estimons que notre indépendance est mise en péril. Il nous paraît urgent de quitter ce conclave qui sous-entend que les discussions doivent rester secrètes. En réalité, ce qui attend les OS, ce ne sont pas des négociations, voire des compromis, dans le cadre du paritarisme, mais bien de la compromission, notamment en abandonnant leur mandat d'organiser le rapport de force pour obtenir l'abrogation de la réforme des retraites. L'Assemblée Générale considère que participer au conclave, c'est renoncer à l'exigence d'abrogation de la réforme des retraites Macron-Borne. **L'Assemblée Générale du SNUDI FO 76 le refuse et appelle notre confédération à sortir de ce « conclave », le plus vite possible.**



Nous revendiquons :

- **Abrogation de la réforme Macron-Borne des retraites ;**
- **Maintien de tous les régimes de retraites existants, dont le Code des Pensions Civiles et Militaires ;**
- **Départ à la retraite à 60 ans à taux plein avec 37,5 ans de cotisations.**



Dans cette situation, l'Assemblée générale du SNUDI-FO 76 mandate le Bureau pour demeurer aux côtés des personnels pour opposer les revendications à la destruction des services publics, des garanties collectives, des statuts et des conditions de travail.

Pour gagner l'abrogation de la réforme des retraites, le retrait du budget d'austérité et la satisfaction de toutes nos revendications, **la construction du rapport de force est à l'ordre du jour**. Un tel rapport de force ne peut se limiter à une journée d'action, aussi réussie soit-elle, mais nécessite de **poser la question de la grève reconductible pour gagner**. Pour cela, l'Assemblée Générale mandate le Bureau pour organiser des tournées, réunions syndicales pour en discuter, établir les revendications et décider des moyens efficaces de les faire aboutir.

Nous nous félicitons de l'augmentation du nombre d'adhérents, qui est un point d'appui pour organiser le rapport de force nécessaire. **Nous invitons tous les personnels qui souhaitent s'organiser pour défendre leurs statuts, leurs droits, leurs conditions de travail, leurs revendications, leur rémunération, à rejoindre le SNUDI FO 76.**



Les prochaines initiatives du SNUDI FO 76 :

Organisation de RIS :

- Mardi 28 janvier 2025 : Ecole élémentaire Victor Hugo de Caudebec-lès-Elbeuf
- Mardi 4 février 2025 : Ecole élémentaire Paul Bert 1 du Havre
- Mardi 4 mars 2025 : Ecole élémentaire Jacques Eberhard de Gonfreville-l'Orcher
- Mardi 18 mars 2025 : Ecole élémentaire Jean Lorrain de Fécamp
- Mardi 25 mars 2025 : Ecole élémentaire Joseph Breton de Doudeville
- Mardi 25 mars 2025 : Ecole Primaire de Pierreval
- Mardi 1 avril 2025 : Ecole élémentaire Champmeslé-Fontenelle de Barentin

Organisation de Stages :

- Stage RASED : jeudi 30 janvier 2025 à l'UD FO de Rouen
- Stage ULIS : Jeudi 27 mars à l'UD FO de Rouen
- Stage Mouvement : jeudi 24 avril 2025 au collège Edouard Branly de Grand-Quevilly
- Stage Mouvement : Jeudi 24 avril 2025 à l'UL FO de Fécamp
- Stage Mouvement : Vendredi 25 avril 2025 à l'UL FO de Lillebonne
- Stage Mouvement : Vendredi 25 avril 2025 à l'UL FO (2eme étage) du Havre
- Stage Inclusion systématique et enseignement spécialisé : jeudi 15 mai 2025 au collège Edouard Branly de Grand-Quevilly
- Stage Psy-EN : lundi 2 juin 2025 au collège Edouard Branly de Grand Quevilly
- Stage Psy-EN : jeudi 5 juin 2025 à l'UL FO (2eme étage) du Havre